

SYRELI



DÉCISION DE L'AFNIC

centrale-g7-reserver.fr

Demande n° FR-2022-02781



I. Informations générales

i. Sur les parties au litige

Le Requérant : La société G7

Le Titulaire du nom de domaine : Monsieur X.

ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : centrale-g7-reserver.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 16 mars 2022 soit postérieurement au 1er juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : 16 mars 2023

Bureau d'enregistrement : GANDI

II. Procédure

Une demande déposée par le Requérant auprès de l'Afnic a été reçue le 07 avril 2022 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- o Le formulaire de demande est dûment rempli.
- o Les frais de Procédure ont été réglés par le Requérant.
- o Le nom de domaine est actif.
- o Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1^{er} juillet 2011.
- o Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 22 avril 2022.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Sophie CANAC (membre suppléant), Marine CHANTREAU (membre suppléant) et Marianne GEORGELIN (membre titulaire) s'est réuni pour rendre sa décision le 17 mai 2022.

III. Argumentation des parties

i. Le Requérant

Selon le Requérant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <centrale-

g7-reserver.fr> par le Titulaire est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité », et le Titulaire ne justifie pas « d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».

(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)

Dans sa demande, le Requérant a fourni des pièces accessibles aux deux parties sur lesquelles le Collège s'appuiera afin d'étayer ses constatations au regard de l'argumentation.

Dans sa demande, le Requérant indique que :

[Citation complète de l'argumentation]

« Notre société G7 (le « Requérant ») (Annexe 1) soutient que l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> par l'actuel titulaire (« le Titulaire ») est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, et que le titulaire ne justifie pas d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi » (Art. L.45-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques).

I. Intérêt à agir

Le Requérant soutient avoir un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <centrale-g7-reserver.fr> enregistré le 16 mars 2022 (Annexe 2).

Le Requérant, originellement « Compagnie française des automobiles de place », a été créé le 4 mars 1905, le nom G7 étant celui qui lui a été attribué par la Préfecture de police de Paris, en tant que garage (G) portant le numéro 7. A ce jour, le Requérant est une centrale de réservation de taxis qui met en relation une flotte de près de 10.000 chauffeurs avec une clientèle de particuliers et de professionnels le plus souvent abonnés à ses services. Il se positionne comme le leader européen du taxi, en tant que première plateforme de réservation de taxis en France et en Europe (Annexe 3).

Le Requérant est titulaire de plusieurs enregistrements de marques, dont :

- La marque verbale européenne TAXIS G7 n° 008445091 enregistrée depuis le 06 juillet 2009 ;

- La marque semi-figurative française n° 4294428 enregistrée depuis le 23 Août 2016 ;

- La marque française n° 164294432 enregistrée depuis le 23 Août 2016 ;

- La marque européenne n° 016399263 enregistrée depuis le 23 février 2017,

Notamment pour des services de réservation de taxis et de transport en taxis, véhicules avec chauffeurs, etc (Annexe 4).

Outre les marques « G7 », le Requérant détient des droits sur sa dénomination sociale « G7 » (Annexe 1).

Le Requérant est également titulaire de nombreux noms de domaine comprenant le terme le terme " G7" notamment <g7-taxi-reservation.fr>, <g7-reservation.fr>, <reservation-g7.com>, <g7-reservation.com>, <taxig7.fr>, <taxig7.com>, <taxi-g7.com>, <g7.fr> et < g7.taxi> (Annexe 5).

Le nom de domaine litigieux redirige vers un site introuvable. Cependant, en faisant une recherche des termes « Réserver G7 » sur internet, l'annonce de <centrale-g7-reserver.fr> arrive dans la première page de résultats. Lorsque l'on clique sur l'annonce, celle-ci redirige automatiquement vers le numéro de téléphone d'une centrale de réservation de taxis (Annexe 6).

En conséquence, le Requérant dispose de droits antérieurs et donc d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <centrale-g7-reserver.fr>.

II. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

A. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> est similaire aux marques antérieures régulièrement enregistrées par le Requérant au point de prêter à confusion (Annexe 4). En effet, le nom de domaine litigieux intègre la marque « G7 » dans son intégralité. Le Requérant

affirme en outre que l'ajout des termes « Centrale » et notamment « Reserver », font incontestablement référence à l'activité du Requérant, et aux services pour lesquels ses marques sont protégées en France notamment.

Il est par ailleurs établi que l'ajout de l'extension ".FR" ne suffit pas à échapper à la conclusion que le domaine est similaire à la marque et ne change pas l'impression générale que la désignation est affiliée à la marque du Requérant.

En conséquence, le Requérant soutient que le nom de domaine est susceptible de porter atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

B. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Absence d'intérêt légitime

Selon les informations whois, le Titulaire a enregistré le nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> le 16 mars 2022, soit de nombreuses années après l'enregistrement de la marque du Requérant.

Le Requérant indique que le Titulaire ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec le Requérant et qu'il ne dispose d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer un nom de domaine faisant référence au Requérant.

Bien que le nom de domaine litigieux redirige vers un site introuvable, il est utilisé à des fins commerciales sur une annonce Google. En faisant une recherche des termes « Réserver G7 » sur internet, l'annonce de <centrale-g7-reserver.fr> arrive dans la première page de résultats. Lorsque l'on clique sur l'annonce, celle-ci redirige automatiquement vers une centrale de réservations de taxis contactée directement via le numéro affiché sur l'annonce. Ainsi, le nom de domaine est utilisé pour rediriger les internautes vers une offre commerciale concurrente du Requérant. (Annexe 6).

Cette pratique ne peut être considérée comme une utilisation légitime.

Mauvaise foi du Titulaire

Le Requérant est titulaire de plusieurs marques « G7 » antérieures à l'enregistrement du nom de domaine, et est doté d'une notoriété importante sur le territoire français (Annexe 7). Par conséquent, le Titulaire ne pouvait ignorer l'existence des marques du Requérant au moment de l'enregistrement du nom de domaine litigieux, et ne peut utiliser le nom de domaine sans créer un risque de confusion certain avec ses marques et ses noms de domaines antérieurs.

Par conséquent, le Requérant soutient que le Titulaire fait un usage commercial du nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> et a enregistré le nom de domaine principalement dans le but de profiter de la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur avec intention de le tromper. Voir cas similaire SYRELI n° FR-2021-02334 <booking7taxi.fr>. (Annexe 8).

En outre, l'utilisation non autorisée du terme G7 dans une annonce Google (avec numéro de téléphone associé « Appeler le 01 76 50 24 02 ») pour des finalités commerciale et lucrative a pour but de détourner la clientèle du site du Requérant (Annexe 6).

Ainsi, le Requérant sollicite du Collège la transmission du nom de domaine litigieux <centrale-g7-reserver.fr> à son profit.

Annexes :

Annexe 1 : Copie de l'extrait K-Bis du Requérant

Annexe 2 : Whois du nom de domaine litigieux

Annexe 3 : Information concernant le Requérant

Annexe 4 : Copie des marques du Requérant

Annexe 5 : Whois des noms de domaine du Requérant

Annexe 6 : Copie du site web litigieux

Annexe 7 : Information concernant le Requérant

Annexe 8 : Copie de la décision SYRELI du 11.05.2021 (cas similaire) ».

Le Requérant a demandé, à titre principal, la transmission du nom de domaine et, à titre

subsidaire, la suppression du nom de domaine.

ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,
Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,
Au vu des dispositions du Règlement,
Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des
Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

i. La recevabilité des pièces

Le Collège constate que :

- Le Requérant décrit sa pièce fournie en Annexe 2 comme étant : « *Whois du nom de domaine litigieux* » ;
- Or, l'Annexe 2 présente des captures d'écrans extraites du site web du Requérant.

Dès lors, le Collège analysera la demande sans le whois du nom de domaine litigieux et en prenant en considération l'Annexe 2 comme étant uniquement des captures d'écrans extraites du site web du Requérant.

ii. L'intérêt à agir du Requérant

Au regard des notices complètes de marques (Annexe 4) et des extraits de base whois (Annexe 5) fournis par le Requérant, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> est similaire :

- Aux marques du Requérant suivantes :
 - La marque de l'Union européenne « TAXIS G7 » numéro 8445091 enregistrée le 06 juillet 2009 et dûment renouvelée pour les classes 9, 12, 35, 37, 38 et 39 ;
 - La marque semi-figurative de l'Union européenne « G7 » numéro 16399263 enregistrée le 23 février 2017 pour les classes 37, 38 et 39 ;
 - La marque française semi-figurative « G7 » numéro 4294428 enregistrée le 23 août 2016 pour les classes 7, 9, 12, 35, 37, 38 et 39 ;
 - La marque française semi-figurative « G7 » numéro 4294432 enregistrée le 23 août 2016 pour les classes 12, 38 et 39.
- Aux noms de domaine du Requérant suivants :
 - <taxig7.fr> enregistré le 30 août 2000 ;
 - <taxig7.com> enregistré le 26 mai 2000 ;
 - <taxi-g7.com> enregistré le 13 mai 2003 ;
 - <g7.fr> enregistré le 22 septembre 1999 ;
 - <g7.taxi> enregistré le 20 août 2015.
 - <g7-taxi-reservation.fr> enregistré le 10 octobre 2020 ;
 - <g7-reservation.fr> enregistré le 03 mars 2021 ;

- o <g7-reservation.com> enregistré le 26 août 2020 ;
- o <reservation-g7.com> enregistré le 18 décembre 2020 ;

Le Collège a donc considéré que le Requérant avait un intérêt à agir.

iii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

a. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le Collège constate que le nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> est similaire aux marques antérieures du Requérant et notamment à la marque française semi-figurative « G7 » numéro 4294428 enregistrée le 23 août 2016 pour les classes 7, 9, 12, 35, 37, 38 et 39, car il est composé de la composante verbale de la marque « G7 » reprise intégralement entourée des termes « centrale » et « reserver » lesquels pouvant faire référence à l'activité de réservation de taxis du Requérant.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine est susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requérant.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Le Collège constate que :

- Le Requérant, en tant que première plateforme de réservation de taxis en France et en Europe, compte 9000 taxis affiliés et accompagne ses clients dans 180 villes en France, et dans plus de 20 pays grâce à son large réseau de partenaires (Annexes 1, 2, 3 et 7) ;
- Le Requérant est titulaire des marques antérieures « G7 » et « TAXIS G7 » enregistrées entre 2009 et 2017 et des noms de domaine <g7-taxi-reservation.fr>, <g7-reservation.fr>, <g7-reservation.com>, <reservation-g7.com>, <taxig7.fr>, <taxig7.com>, <taxi-g7.com>, <g7.fr>, <g7.taxi> enregistrés entre 1999 et 2021 ;
- Le Requérant déclare que le Titulaire :
 - o Ne détient aucune autorisation pour utiliser les marques du Requérant, ni pour exploiter le nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> ;
 - o N'est pas en lien avec lui ;
- Le nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> est la reprise intégrale de la composante verbale des marques semi-figurative « G7 » antérieures entourée des termes « centrale », et « reserver » lesquels font référence à l'activité de réservation de taxis du Requérant ;
- Le nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> renvoie vers une page web indiquant « Ce site est inaccessible » (Annexe 6) ;
- Le site web vers lequel renvoie le nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> fait l'objet d'une annonce publicitaire sur le moteur de recherche Google invitant les internautes à composer un numéro de téléphone pour réserver des services de taxis (Annexe 6).

Le Collège a ainsi considéré que le Titulaire, en proposant des services concurrents de ceux du Requérant, ne pouvait ignorer son existence et que les pièces fournies par le Requérant permettaient de conclure que le Titulaire faisait un usage commercial du nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> et avait enregistré le nom de domaine dans le but de profiter de

la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur avec intention de le tromper.

Le Collège a donc conclu que le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime et de la mauvaise foi du Titulaire telles que définies à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> ne respectait pas les dispositions de l'article L. 45-2 du CPCE.

V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <centrale-g7-reserver.fr> au profit du Requérant, la société G7.

VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Montigny-le-Bretonneux, le 24 mai 2022

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

